



IL N'Y A PAS DE PETITES REUSSITES
QUAND L'HOMME EST AU COEUR
DES PROJETS

Cliquez ici

ACCUEIL > S'INFORMER > PARTAGE DES RICHESSES > PARADIS FISCAUX ET JUDICIAIRES > POUR EN FINIR AVEC L'ÉVASION FISCALE ET L'OPACITÉ FINANCIÈRE
> APPEL : POUR EN FINIR AVEC L'ÉVASION FISCALE ET L'OPACITÉ FINANCIÈRE

Publié le 15 avril 2013

Appel : pour en finir avec l'évasion fiscale et l'opacité financière

Mots-clés : Evasion fiscale Paradis fiscaux et judiciaires

Monsieur le Président de la République,

En février 2012, en réponse à l'interpellation du CCFD-Terre Solidaire en faveur d'un [Pacte pour une Terre solidaire \(mob/agir/campagnes/pacteterresolidaire/\)](#), vous vous étiez engagé sur plusieurs propositions, et aviez souligné en particulier « *la nécessité de promouvoir bien plus fortement la transparence des flux financiers internationaux, pour lutter d'une part contre les dérives d'une finance dérégulée, mais aussi combattre avec beaucoup plus d'efficacité la fraude et l'évasion fiscales* ».

Aujourd'hui, l'actualité confirme douloureusement l'analyse du CCFD-Terre Solidaire et d'un nombre croissant d'acteurs de la société civile, et met au grand jour l'étendue de ce système opaque qui mine profondément la démocratie, les ressources publiques et toute l'économie réelle.

Près de 25 000 milliards d'euros logés dans les paradis fiscaux !

Chaque année, ce sont des dizaines de milliards de manque à gagner en recettes fiscales pour la France, et des centaines de milliards pour les pays du Sud. La France a commencé à s'atteler à la tâche, grâce notamment au travail des parlementaires qui ont introduit une exigence de transparence dans le projet de loi de réforme bancaire.

La lutte contre l'évasion fiscale et l'opacité financière exige des réformes structurelles. C'est un défi politique majeur de notre temps, au niveau français comme au niveau international.

C'est pourquoi, nous vous demandons de prendre les mesures suivantes :

- Imposer aux institutions financières du monde entier de livrer au fisc les informations relatives aux comptes bancaires détenus par les contribuables français (entreprises ou particuliers). Il s'agit là de transposer en France la loi FATCA adoptée il y a déjà trois ans par les Etats-Unis ainsi que de chercher un moyen d'étendre cette législation au bénéfice des pays du Sud.
- Bannir les sociétés écrans, prête-noms et autres structures juridiques opaques, en créant des registres nationaux et régionaux (notamment dans le cadre du G8 et de l'Union Européenne).

- Étendre la transparence pays par pays au-delà des banques françaises à toutes les entreprises multinationales bénéficiant de soutiens et de marchés publics.
- Renforcer les règles actuelles en matière de répression de la fraude fiscale, et mettre en cause la responsabilité des différents intermédiaires financiers.

Nous vous appelons, Monsieur le Président, à relever ce défi.

Liste des signataires

Cécile Renouard, économiste

Gaël Giraud, économiste

John Christensen, directeur de Tax Justice Network

Alvin Mosioma et Sandra Kidwingira, respectivement directeur et directrice des programmes de Tax Justice Network-Africa

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS

Gustave Massiah, économiste, responsable associatif

Thierry Philipponnat, secrétaire général de Finance Watch

Bernard Pinaud, délégué général du CCFD-Terre Solidaire

Guy Aurenche, président du CCFD-Terre Solidaire

Jean Merckaert, rédacteur en chef de la revue Projet

Eve Chiapello, directrice d'études EHES

Monseigneur Jean-Claude Boulanger, évêque de Bayeux-Lisieux

Monseigneur Bernard Housset, évêque de de La Rochelle et Saintes et président du Conseil de la solidarité

Monseigneur Claude Schockert, évêque de Belfort-Montbéliard

Député-e-s

Dominique Potier (PS)

Régis Juanico (PS)

Daniel Boisserie (PS)

Barbara Romagnan (PS)

Sylviane Alaux (PS)

Colette Capdevielle (PS)

Frédéric Roig (PS)

Jean-Louis Gagnaire (PS)

Eric Alauzet (EELV)

Danielle Auroi (EELV)

Annie Genevard (UMP)

Jacqueline Fraysse (GDR)

François Rochebloine (UDI)

Jean-Pierre Dufau (PS)

Jean-Marie Tétard (UMP)

Fabrice Verdier (SRC)

Richard Ferrand (SRC)

Jean-Philippe Mallé (SRC)

Jean-Jacques Urvoas (SRC)

Sénateurs-trices

Éric Bocquet (CRC), Rapporteur de la commission d'enquête sur l'évasion fiscale

Cécile Cukierman (CRC)

François Marc (PS) et Rapporteur général de la Commission des Finances

Maryvonne Blondin (PS)

Conseiller régional

Eric Loiselet (EELV)

Gérard Onesta (EELV)

Robert Lion (EELV)

Marie-Pierre Rouger (Bretagne Écologie)

Mathieu Bergé (PS)

Alice Leiciagueçahar (EELV)

Fatma Adda (EELV)

Gildas Drean (PS)

Guillaume Cros (EELV)

François Arcangeli (EELV)

Marie-Françoise Vabre (EELV)

Guilhem Latrubesse (EELV)

Marie-Christine Pons (EELV)

Eurodéputé

Yannick Jadot (EELV)